



Comité économique et social européen

LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DANS LES PAYS BALTES

LA LITUANIE



LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DANS LES ÉTATS BALTES: LA LITUANIE

*Boguslavas Gruževskis,
Inga Blažienė*

1. Situation économique et évolution de la population

Situation économique

Trois traits caractéristiques, qui distinguent la Lituanie des autres États membres de l'UE, permettent de décrire au mieux l'économie du pays et son évolution au cours de la dernière décennie:

- 1) Le produit intérieur brut (PIB) de la Lituanie est l'un des plus faibles de l'Union européenne.
- 2) La part du PIB qui revient aux travailleurs y est l'une des plus faibles parmi les États membres de l'UE.
- 3) La Lituanie est la moins stable sur le plan économique: au cours des dix dernières années, le PIB lituanien a connu à la fois l'effondrement le plus brutal et la croissance la plus rapide de tous les États membres de l'UE.

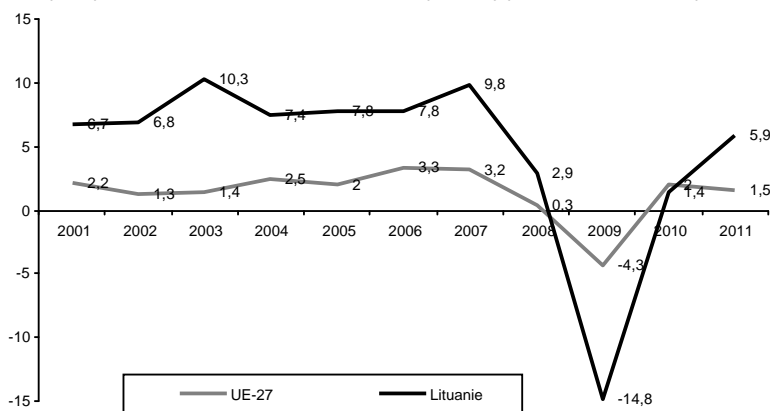
Le PIB aux prix courants de la Lituanie s'élevait en 2011 à 106 milliards de litas (30,7 milliards d'euros), soit 33 000 litas (9 500 euros) par habitant, reléguant ainsi le pays à la quatrième place avant la fin du classement européen (Annexe 1).

Outre le fait que le PIB par habitant généré par la Lituanie est l'un des plus faibles d'Europe, la part du PIB qui revient aux travailleurs n'y atteint même pas 40 %, alors que la moyenne de l'UE-27 avoisine les 50 % (Annexe 2).

Cette situation (faible PIB et maigre part du PIB dévolue aux travailleurs) fait forcément conclure à l'existence de certains problèmes ayant trait au marché du travail ou les laisse pressentir: salaire minimum et salaire moyen faibles (et partant, faible consommation et faible niveau de vie), faible incitation financière au travail, émigration vers des pays au niveau de vie supérieur et pénurie subséquente de main d'œuvre qualifiée, expansion de l'économie souterraine.

Elle est d'autant plus complexe que le développement économique de la Lituanie connaît des fluctuations particulièrement importantes. Si au cours des dix dernières années, son PIB a crû beaucoup plus rapidement que celui de bon nombre d'autres États membres de l'UE, en 2009, il s'est aussi effondré particulièrement vite (Graphique 1). Selon les données d'Eurostat, le taux de croissance du PIB de la Lituanie n'a été surpassé que par la Slovaquie (10,5%) en 2007 et par l'Estonie (7,6%) en 2011. En 2009 en revanche, seul le PIB de la Lettonie (-17,7%) a connu une chute plus brutale encore que celui de la Lituanie. Le développement économique inégal du pays favorise une utilisation moins efficace des ressources (notamment du capital humain) et empêche une juste répartition de la richesse, ce qui renforce de nouveau les incidences sociales défavorables pour le pays.

Graphique 1. Évolution du PIB (en %, par rapport aux années précédentes)



Source: Eurostat

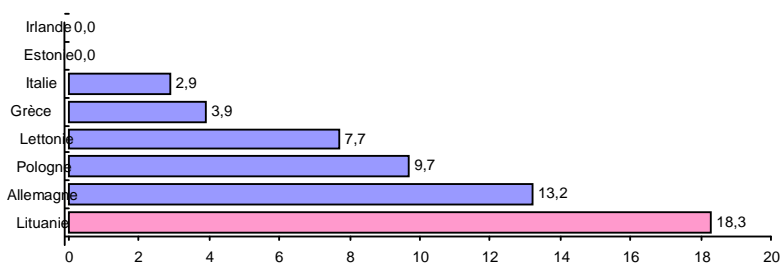
Un autre trait négatif du développement économique de la Lituanie est la présence d'une croissance économique sans création d'emploi (ce point sera abordé plus en détails à la section 5).

Évolution de la population

La population de la Lituanie est en baisse constante: rien qu'au cours de la dernière décennie (2001-2010), on constate un recul de 242 400 unités, soit 7 % de la population, dont 140 500 (58 % du déclin total enregistré) sont le résultat de l'immigration nette négative et 101 900 (42 %) de la variation naturelle négative de la population.

Bien que le taux de natalité de la Lituanie ne soit que très légèrement inférieur à la moyenne de l'UE, le pays connaît un vieillissement rapide de sa population, qui se manifeste par une hausse de la part de personnes âgées (de plus de 60 ans) et une baisse de la part des enfants et des jeunes dans la société. Si en 2001, on comptait encore 97 personnes âgées pour 100 enfants de 0 à 14 ans, le rapport était déjà de 144 personnes âgées pour 100 enfants au début de l'année 2011. Certes, s'agissant de la proportion de personnes âgées dans la population totale, la Lituanie n'arrive pas encore en tête, mais c'est dans ce pays que l'on relève le vieillissement le plus rapide de la population au cours des dernières années (Graphique 2).

Graphique 2 Rythme de vieillissement de la population¹ dans certains pays de l'UE entre 2006 et 2011, en %



Source: Eurostat

¹ Évolution de l'indicateur "Habitants de plus de 60 ans pour 100 enfants de 0 à 14 ans" sur une période donnée.

En outre, pour ce qui est de l'espérance de vie et de la mortalité moyennes, la Lituanie est la lanterne rouge du peloton européen, particulièrement en ce qui concerne la population masculine: les Lituaniens vivent en moyenne (68,1 ans) moins longtemps que les autres hommes dans l'UE (chiffres de 2011). L'espérance de vie masculine maximale relevée en 1965 (68,6 ans) n'a plus jamais été atteinte depuis lors.

Par ailleurs, la Lituanie affiche le taux de suicide masculin le plus élevé au monde²; la mortalité des hommes âgés de 30 à 60 ans y est 3,5 fois plus élevée que la moyenne de l'UE. Par rapport aux autres pays du monde, la Lituanie présente également un écart particulièrement large entre l'espérance de vie des hommes et des femmes (10,7 ans en 2011), ce qui fait qu'au sommet de la pyramide des âges, les femmes sont presque deux fois plus nombreuses que les hommes.

L'évolution naturelle défavorable de la population est encore aggravée par le solde migratoire négatif. Au cours de chacune des années de la dernière décennie, le nombre de personnes quittant la Lituanie excédait celui des personnes s'y installant. Le taux d'émigration pour 1000 habitants (supérieur à 10 personnes entre 2010 et 2011) y est le plus élevé de toute l'UE. Entre 2004 et 2011, 330 000 personnes ont émigré de Lituanie. Au total, environ 668 000 personnes se sont expatriées depuis 1990.

Un aspect particulièrement préoccupant de ce constat réside dans le fait que la plupart des émigrants sont jeunes, qualifiés et se situent dans la classe d'âge de forte activité (en 2010, 77% des émigrants étaient âgés de 15 à 44 ans), ce qui a pour effets d'accélérer le vieillissement de la population lituanienne et d'augmenter toujours plus la part des personnes économiquement inactives à la charge de chaque travailleur actif occupé. La structure de l'émigration exacerbe les problèmes démographiques et entrave durablement le développement économique, car le pays perd ainsi des travailleurs qualifiés ayant l'esprit d'entreprise; des domaines comme les technologies de l'information, la santé et d'autres secteurs analogues pâtissent par exemple de cet exode de main d'œuvre hautement qualifiée³.

2. Emploi et marché du travail

Le développement économique inégal perturbe également la dynamique de l'emploi et du chômage. Le taux de chômage, qui a connu au cours de la dernière décennie des fluctuations d'environ 10 points de pourcentage, démontre combien le redressement du marché du travail après chaque épisode de crise s'est avéré laborieux (Tableau 1).

Tableau 1: Emploi et chômage chez les 15-64 ans en Lituanie entre 2001 et 2011

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Taux de chômage (en %)	17,6	14,0	12,5	11,5	8,4	5,7	4,4	5,9	13,9	18,1	15,6
Taux de chômage de longue durée ⁴ (en %)	58,8	54,9	50,2	53,3	54,9	44,3	32,2	21,2	23,2	41,4	51,9
Taux de chômage des jeunes (en %)	31,1	23,0	24,8	22,5	15,7	9,8	8,2	13,4	29,2	35,1	32,9
Taux d'emploi (en %)	57,2	59,6	60,9	61,1	62,6	63,6	64,9	64,3	60,1	57,8	60,7
Personnes sans emploi (en milliers)	283,7	224,4	202,5	183,5	132,8	88,9	68,9	93,4	224,3	290,7	248,5
Personnes occupées (en milliers)	1324,2	1383,8	1413,7	1416,9	1454,0	1475,9	1505,8	1490,2	1387,5	1319,6	1342,1

Source: Office statistique lituanien

² Kniežaitė, Milda: "Les décès, bornes de la prospérité". Mars 2012. Disponible en ligne à l'adresse: http://www.alfa.lt/straipsnis/14160197/Kai.mirtys.zymi.Lietuvos.geroves.uzrabi=2012-03-31_14-06/.

³ La migration en chiffres, 2012. Disponible en ligne à l'adresse: <http://123.emn.lt/en>.

⁴ Chômage de longue durée: proportion de chômeurs de longue durée dans l'ensemble des chômeurs.

Le nombre de chômeurs dans la tranche des 15-64 ans a connu une progression particulièrement forte au cours de la crise. Il était en 2010 plus de quatre fois plus élevé qu'en 2007. Au sein de ce groupe, le taux de chômage a augmenté de près de 14 points de pourcentage, passant ainsi à 18 %. La hausse rapide du chômage en Lituanie s'est accompagnée d'une augmentation du nombre de chômeurs de longue durée (personnes sans emploi depuis plus de douze mois) et de la proportion de ceux-ci dans l'ensemble des chômeurs. Selon les données de l'office statistique, la part des chômeurs de longue durée est passée de 20 % à 60 % entre 2008 et 2011. Au cours de la crise, le chômage des jeunes s'est particulièrement amplifié; depuis 2007, le taux a grimpé de près de 30 points de pourcentage et reste aujourd'hui l'un des plus élevés du classement européen.

La crise a eu un impact particulièrement négatif sur les campagnes. Chez les habitants des zones rurales âgés de 15 à 64 ans, le taux d'emploi a reculé rapidement et n'atteignait plus que 49 % en 2010, tandis que dans les villes, il était de 62 % chez les personnes appartenant au même groupe d'âge. De même, le taux de chômage en milieu rural s'élevait respectivement à 6,2 % en 2008 et à 22,7 % en 2010, alors qu'il n'atteignait que 16,2 % en milieu urbain.

L'émigration massive, le taux de chômage officiel élevé et l'insertion laborieuse des chômeurs dans le marché du travail en Lituanie sont également imputables au faible niveau des salaires; les revenus moyens y sont si bas que la Lituanie occupe l'une des dernières places du classement européen (Annexe 3). Pour couronner le tout, les salaires, qui avaient connu une croissance dynamique entre 2005 et 2008, ne sont pas seulement restés au point mort après l'éclatement de la crise, mais ont même régressé pendant deux années consécutives; même en 2011, on enregistrait encore un recul des salaires réels (Tableau 2).

Tableau 2: Évolution, par rapport à l'année précédente, du revenu mensuel brut moyen des salariés en Lituanie au cours de la période 2001-2011

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Revenu mensuel brut moyen (en litas)	982,3	1013,9	1072,6	1149,3	1276,2	1495,7	1802,4	2151,7	2056	1988,1	2042,0
Revenu mensuel brut moyen (en % de l'année précédente)	101,2	103,2	105,8	107,2	111,0	117,2	120,5	119,4	95,6	96,7	102,7
Salaire réel (en % de l'année précédente)	99,6	103,8	109,2	104,9	106,8	114,9	117,0	110,1	92,8	95,7	98,5

Source: Office statistique lituanien

En conséquence de cette évolution salariale, le revenu annuel moyen en Lituanie n'a augmenté que de 7 % (500 euros) au cours des 3-4 dernières années, alors qu'il connaissait sur la même période une progression de 22 % (1100 euros) en Roumanie, faisait un bond de 56 % (1500 euros) en Bulgarie et augmentait de 28 % (1900 euros) en Lettonie. Cette maigre croissance salariale n'amenuise pas seulement les chances de rapprochement des rémunérations entre la Lituanie et l'UE-15, elle diminue également l'attractivité du marché du travail lituanien aux yeux des travailleurs autochtones. Compte tenu du taux d'immigration traditionnellement bas, les entreprises lituaniennes pourraient de ce fait avoir de plus en plus de mal à l'avenir à recruter la main d'œuvre qualifiée dont elles ont besoin. On ne saurait prétendre que les autochtones se refusent à travailler en Lituanie: ils ne sont simplement pas prêts à travailler pour les maigres salaires qui leur sont proposés.

Si le revenu moyen reste aussi bas en Lituanie, c'est également parce que le salaire minimum légal n'a pas été augmenté depuis plus de quatre ans (depuis janvier 2008). À l'heure actuelle⁵, le salaire

⁵ Mai 2012.

minimum brut en Lituanie s'élève à 800 litas (232 euros), ce qui en fait l'un des plus bas de l'UE. Cela induit non seulement des restrictions considérables dans les comportements de consommation de certains groupes, mais entre également en contradiction avec les principes de sécurité sociale, en encourageant l'inactivité économique (Graphique 4: conditions de travail et de vie).

Une autre particularité du marché du travail lituanien réside dans le déséquilibre entre l'offre et la demande, rendu plus patent encore par le ralentissement économique. Tant du point de vue de la distribution spatiale que des qualifications professionnelles, l'offre de main d'œuvre ne correspond pas à la demande. Dans les régions situées à l'écart des grandes villes, on relève un manque de travailleurs qualifiés (cadres, chefs de projet, ingénieurs, médecins et professionnels de la finance hautement qualifiés). Si l'on envisage la question sous l'angle des qualifications nécessaires, il apparaît qu'en Lituanie, les professionnels formés dans les universités, notamment les étudiants en sciences humaines et sociales, sont en surnombre, alors que sur le marché, on manque de plus en plus cruellement de professionnels ayant un bagage technique ou une formation scientifique ainsi que de travailleurs qualifiés en la matière. Toutefois, à la suite du ralentissement économique, le nombre de chômeurs a doublé, voire triplé, dans toutes les catégories professionnelles et chez les diplômés de toutes les disciplines.

La fragilité du dialogue social en Lituanie contribue elle aussi largement à la piètre situation sur le plan économique, social et sur le marché du travail. Il existe certes trois organisations syndicales nationales et deux organisations patronales qui participent activement au dialogue social à l'échelon national, mais au niveau des entreprises, en particulier au niveau sectoriel, la situation reste problématique. En Lituanie, le degré d'organisation syndicale est plus faible que dans la plupart des autres États membres de l'UE (Annexe 5). Les conventions collectives sectorielles y étant pratiquement inexistantes, le pays occupe également sur ce critère l'une des dernières places du classement européen.

Sur l'échelle de la compétitivité établie par le Forum économique mondial, la Lituanie arrivait en 47^e position (sur 139) en 2010 et en 44^e position (sur 142) en 2011. Sur deux critères seulement, à savoir le faible impact du paludisme sur l'activité économique et la réactivité des salaires, le pays se hissait parmi les dix économies les mieux classées. En d'autres termes, il n'y a pratiquement pas de négociations salariales en Lituanie (sauf dans quelques secteurs) et nombreuses sont les entreprises (à l'exception du service public) qui n'obéissent à aucune norme, règle ou convention objective lorsqu'il s'agit de fixer la rémunération de chaque salarié. Au demeurant, en 2011, la Lituanie se trouvait à la 99^e place du classement fondé sur le critère de contrôle des monopoles.

3. Politique économique et sociale

Une politique budgétaire que nous jugeons inappropriée a été menée au cours des dix dernières années: en période de forte croissance économique, les dépenses publiques ont été augmentées et les impôts réduits, tandis qu'en période de récession, on appliquait la recette inverse. En 2009 et 2010, une politique d'austérité particulièrement draconienne a été instaurée, sous la forme des mesures suivantes:

- Hausse de la taxe sur la valeur ajoutée de 19 à 21 %;
- Diminution des pensions de retraite (en 2010, le montant de la pension de retraite moyenne était inférieur de 8 % à celui de 2009: l'allocation perçue est ainsi passée de 811 litas (235 euros) à 746 litas (216 euros) par mois);
- Baisse des indemnités de chômage (au 1^{er} janvier 2010, le montant maximal a ainsi été réduit de 38 %, passant de 1042 litas (302 euros) à 650 litas (188 euros) et réduction subséquente de l'indemnité de chômage moyenne à quelque 550 litas (159 euros) par mois;
- Durcissement des conditions d'octroi des indemnités de chômage (la proportion des chômeurs indemnisés est passée de 34 % en 2009 à 15 % au début de l'année 2011);
- Coupes salariales dans le service public (allant de 4 à 12 %, en fonction du montant des traitements perçus);
- Pas d'augmentation du salaire minimum mensuel, au demeurant dérisoire, etc.

Ces mesures découlaient notamment de la politique budgétaire inadéquate menée dans la période d'avant-crise, déjà évoquée, dans le cadre de laquelle les dispositions appropriées n'ont pas été prises pour faire face à d'éventuels goulots d'étranglement économiques.

La politique poursuivie à l'heure actuelle a certes permis au pays de maîtriser ses finances, mais a toutefois eu pour effets d'envenimer et de multiplier les problèmes sociaux, déclenchant une deuxième vague d'émigration (après l'adhésion de la Lituanie à l'UE).

Pour compenser les répercussions de mesures n'ayant insufflé aucun élan à l'économie, un plan de relance, source de grandes attentes, a été mis sur la table en 2009. Les mesures qu'il renfermait devaient élargir les possibilités de financement pour les entreprises, améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments, accélérer l'utilisation des fonds structurels européens, améliorer l'environnement entrepreneurial et doper les exportations et les investissements. De l'avis de certains experts⁶, le plan de relance n'a toutefois produit aucun résultat positif tangible. Au contraire, pour faire face à la crise en Lituanie, le gouvernement s'est montré avant tout soucieux de rétablir l'équilibre budgétaire (en d'autres termes, de faire des économies) et de doper l'économie (c'est-à-dire d'améliorer et de libéraliser l'environnement entrepreneurial), laissant totalement de côté l'objectif de création d'emplois et/ou de maintien des emplois existants.

Pour survivre dans ce contexte économique beaucoup plus difficile, les entreprises se sont efforcées de réduire leurs coûts, notamment leurs coûts salariaux.

En 2009 et 2010, des coupes ont été opérées dans les salaires des employés de nombreuses entreprises, administrations et organisations du secteur privé et public (avec ou sans l'accord des syndicats), ou les employés se sont vus imposer des congés sans solde ou une réduction de leur temps de travail, impliquant une baisse correspondante de leurs salaires.

Pour prêter main forte aux salariés lituaniens dans leur face-à-face avec les entreprises, mais aussi avec un gouvernement très porté sur l'austérité, les syndicats ont pris, au cours de la crise, l'initiative à l'échelon national. En 2011, le Conseil tripartite des partenaires sociaux de Lituanie (LRTT), principal organe du dialogue social dans le pays, s'est réuni à plusieurs reprises, ses membres ont négocié la hausse du salaire minimum avec le premier ministre et discuté avec lui des avantages et inconvénients de la libéralisation du droit du travail. Même si pendant longtemps, les partenaires sociaux ne sont pas parvenus à s'entendre sur l'augmentation du salaire minimum (la première hausse depuis janvier 2008 est actuellement prévue pour la mi-2012), les syndicats ont malgré tout réussi à désamorcer plusieurs initiatives de libéralisation du droit du travail en projet, dont l'assouplissement des conditions de licenciement, le recours accru aux contrats de travail à durée déterminée, les heures supplémentaires, etc.

Le maintien de l'emploi existant et la création d'emplois ayant été gravement négligés, le nombre de cotisants à la sécurité sociale a considérablement diminué en Lituanie (ils étaient 1 463 000 en 2008, et 1 304 000 en 2011). Ce recul, l'émigration (en particulier des jeunes) et le vieillissement de la population (à partir de 2016, il y aura chaque année davantage de personnes qui partent à la retraite que de jeunes gens de 16 ans entrant dans la vie professionnelle) assombrissent les perspectives de remettre un jour à flot le Fonds d'assurance sociale nationale, qui affiche depuis 2009 un déficit annuel de plus de 2,5 milliards de litas.

Le peu de cas que fait le gouvernement des questions d'intérêt social dans ses décisions politiques se reflète également dans l'opinion publique. Une enquête menée en 2011 par l'Université technologique de Kaunas (KTU) auprès de 1187 résidents lituaniens en dresse le tableau suivant:

- Plus de 90 % des personnes interrogées sont d'avis qu'en Lituanie, la pauvreté, le clivage entre les pauvres et les riches et le chômage ne sont pas efficacement combattus.
- Plus de 80 % d'entre elles estiment qu'en Lituanie, le vieillissement dans la dignité n'est pas assuré et que le travail n'est pas justement rémunéré.

⁶ Échec du plan de relance. Janvier 2011. Disponible en ligne à l'adresse: http://www.alfa.lt/straipsnis/10435011/Ekonomikos.skatinimo.planas.zlugo=2011-01-05_08-32/; "Le plan de relance qui se chiffre en milliards n'est d'aucune utilité à la Lituanie", janvier 2011; Disponible en ligne à l'adresse: <http://www.visasverslas.lt/portal/categorijos/10/1/0/1/article/7984/ekonomikos-skatinimo-planas-milijardai-be-jokios-naudos-saliai>; M. Pasiliauskas: "Le plan de relance tournera-t-il au fiasco?" Octobre 2010. Disponible en ligne à l'adresse: <http://www.ekonomika.lt/naujiena/ekonomikos-skatinimo-plano-fiasco-774.html>; I. Šiaulienė: "Où est passé le plan de relance?" Janvier 2012. Disponible en ligne à l'adresse: <http://www.delfi.lt/news/ringas/politics/isiaulienne-kur-dingo-ekonomikos-skatinimo-planas.d?id=53982555>, etc.

- Plus de 70 % des participants à l'enquête considèrent que l'État lituanien est incapable de fournir aux personnes handicapées le soutien et l'assistance propres à leur assurer une vie convenable, d'empêcher l'exploitation des salariés, de garantir un niveau de vie plus ou moins homogène dans tout le pays et de créer les conditions permettant à chacun de décrocher un emploi, quels que soient son sexe et son appartenance ethnique.

En d'autres termes, la confiance accordée par la population au parlement et au gouvernement est beaucoup plus faible en Lituanie que dans tous les autres États membres de l'Union européenne, et ce depuis des années. Selon une enquête réalisée en juin 2012 par l'institut de sondage Vilmorus, seuls 6 % des citoyens lituaniens font confiance au parlement et 14 % au gouvernement.

4. Conditions de travail et de vie

Revenons tout d'abord sur le revenu très bas et en particulier sur le pouvoir d'achat particulièrement faible de la population en Lituanie. Les principaux chiffres concernant le revenu moyen en Lituanie sont repris au tableau 3.

Tableau 3: Revenu mensuel moyen en Lituanie, 1^{er} trimestre 2012

	en litas	en euros
Salaire moyen (brut)	2138	620
Salaire moyen (net)	1662	482
Pension de retraite moyenne	815	236
Salaire minimum mensuel (brut)	800	232
Indemnité de chômage moyenne	556	161
Prestations sociales (par personne)	130	38

Sources: Office statistique lituanien, ministère de la sécurité sociale et du travail

Ces montants déjà très faibles par comparaison avec d'autres États membres de l'UE apparaissent plus dérisoires encore au regard du niveau moyen des prix en Lituanie, qui avoisine celui de nombreux États membres où le niveau de développement est plus élevé. Selon les données d'Eurostat, en Lituanie, l'indice des prix, établi sur la base de la consommation effective des ménages, représente environ 60 % de la moyenne de l'UE-27; pour certains produits, les prix appliqués en Lituanie ne sont que légèrement inférieurs à ceux pratiqués dans de nombreux États membres de l'UE. Le tableau 4 illustre les différences de prix entre la Lituanie et l'ensemble de l'UE pour certaines catégories de produits.

Tableau 4: Indice des prix pour certaines catégories de biens et de services de consommation, UE et Lituanie, 2010, en %

	UE-27	Lituanie
Articles d'habillement et articles chaussants	100	99
Électronique grand public	100	97
Véhicules personnels	100	92
Appareils ménagers	100	91
Électricité, gaz et autres combustibles	100	80
Boissons alcoolisées et tabac	100	77
Articles d'ameublement (meubles, tapis, etc.)	100	77

⁷ Résultats de l'enquête sur "La confiance dans les institutions", Vilnius, juin 2012. Disponible en ligne à l'adresse: <http://www.vilmorus.lt/index.php?mact=News,cntnt01,detail,0&cntnt01articleid=2&cntnt01returnid=20>

Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	100	72
---	-----	----

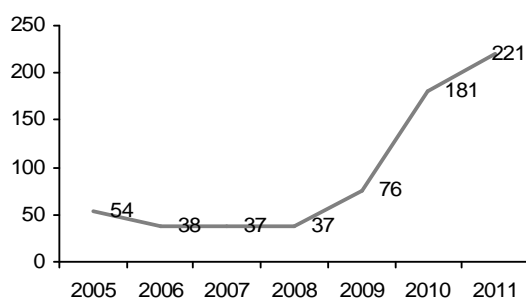
Source: Eurostat

Comme le montrent ces chiffres, si le revenu moyen et minimum en Lituanie représente entre un cinquième et la moitié seulement de celui perçu dans beaucoup d'États membres de l'UE, les prix d'un grand nombre de produits et services importants ne sont que de 10 à 30 % inférieurs à la moyenne de l'UE. En Lituanie, l'indice général des prix n'est tempéré que par les prix plus modérés du logement, de l'enseignement et des soins de santé (dont, on le sait, une infime partie seulement est reprise dans les statistiques). Néanmoins, ces mêmes prix représentent environ 40 % de la moyenne de l'UE, tandis que les salaires, les retraites et les prestations sociales sont maintes fois inférieurs à ce qui est pratiqué dans les autres pays de l'UE.

Compte tenu du niveau salarial généralement bas en Lituanie, du faible pouvoir d'achat et des différences criantes dans les revenus du travail (dans certains secteurs, le revenu moyen peut être plusieurs fois supérieur à celui perçu dans d'autres), le travail de la plupart des salariés lituaniens est très faiblement rémunéré. C'est également ce qu'atteste le phénomène de pauvreté au travail: la part des travailleurs pauvres en Lituanie est l'une des plus élevées de l'UE (Annexe 6).

Eu égard aux faibles revenus professionnels et aux conditions de travail peu attrayantes (selon une étude en cours de la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail sur les conditions de travail en Europe, les salariés lituaniens portent un jugement beaucoup plus défavorable sur leurs conditions de travail que ceux des autres pays de l'UE), de larges pans de la population – en particulier les personnes ayant un faible niveau d'instruction ou plusieurs parents à charge, qui ne peuvent donc escompter qu'un salaire dérisoire, se soucient peu d'entrer sur le marché du travail et ont plutôt tendance à vivre exclusivement des allocations sociales (souvent combinées à l'exercice d'une activité dans l'économie souterraine). Lorsqu'en 2008 la crise a éclaté, que le travail a perdu davantage encore de son attrait, que le taux de chômage est monté en flèche et que les gens se sont retrouvés avec moins de moyens encore qu'auparavant, le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale a été multiplié par cinq, voire six (Graphique 3).

Graphique 3: Nombre de bénéficiaires de l'aide sociale en Lituanie entre 2005 et 2011 (en milliers)



Source: Office statistique lituanien

De manière générale, les faibles revenus, les grandes disparités en matière de revenus et la forte proportion de la population vivant de l'aide sociale impliquent une profonde inégalité économique. Depuis de nombreuses années, la Lituanie affiche un indice de Gini supérieur à celui des autres États membres de l'UE (Annexe 7).

La forte inégalité économique au sein de la population lituanienne, combinée à un faible niveau de vie, est à l'origine du nombre élevé de personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale. Selon les données d'Eurostat, en 2010, plus de 33 % des citoyens lituaniens étaient touchés par la pauvreté et l'exclusion sociale. Ce chiffre est l'un des plus élevés de l'UE.

Cette inégalité profonde et la part élevée de la population vivant en situation de pauvreté et d'exclusion sociale créent une inquiétante inégalité des chances aux conséquences irréversibles pour l'avenir.

5. Perspectives d'avenir

Si l'on synthétise les résultats de l'étude, force est de conclure que les retombées de la crise et les conséquences sociales de la récession économique dépendent largement de la politique économique et sociale menée par le gouvernement d'un pays. Un examen des indicateurs socioéconomiques de base de la Lituanie révèle un manque de mesures ciblées et opportunes destinées à résoudre les problèmes sociaux (en premier lieu à accroître le taux d'emploi).

En conséquence de la crise, le taux de chômage a connu une progression spectaculaire, et la croissance économique observée il y a peu dans le pays s'est révélée sous un jour particulièrement peu flatteur, dans la mesure où elle n'a exercé aucun impact positif sur l'emploi: s'il y a bien eu une croissance économique, le nombre de salariés n'a en revanche pas du tout augmenté, a progressé avec une lenteur disproportionnée ou a même chuté (croissance économique sans création d'emplois ou "*jobless growth*"). Ainsi, en 2010, le PIB de la Lituanie a enregistré une croissance d'1,4 %, tandis que le nombre de salariés diminuait de 5,1 %. En 2011, alors que le PIB affichait une belle progression de 5,9 %, le nombre de salariés n'a en revanche augmenté que de 2 %. Au premier trimestre de l'année 2012, le PIB lituanien a crû de 3,9 % (par comparaison avec la même période de l'année précédente), mais le nombre de salariés n'a augmenté que d'1,9 %.

Dans le contexte ainsi tracé, il convient de prendre en considération la baisse du nombre d'entreprises actives en Lituanie au cours de la crise et à l'issue de celle-ci: entre 2009 et 2011 (soit la période allant du 1^{er} janvier 2009 au 1^{er} janvier 2012), ce nombre a chuté de 4,2 % (Tableau 5).

Tableau 5: Nombre d'entreprises actives en Lituanie de 2009 au 1^{er} janvier 2012

	2009	2010	2011	2012
Nombre d'entreprises				
Totalité des entreprises	65 629	63 840	66 840	62 889
9 salariés ou moins	48 679	46 858	52 270	48 917
10 à 49 salariés	13 580	13 658	11 892	11 399
50 à 249 salariés	2 973	2 931	2 372	2 270
250 salariés et plus.	397	393	306	303
Évolution du nombre d'entreprises en %				
Totalité des entreprises:	-	-2,7	4,7	-5,9
9 salariés ou moins	-	-3,7	11,5	-6,4
10 à 49 salariés	-	0,6	-12,9	-4,1
50 à 249 salariés	-	-1,4	-19,1	-4,3
250 salariés et plus.	-	-1,0	-22,1	-1,0

Source: Office statistique lituanien

La diminution la plus forte du nombre de petites, de moyennes et de grandes entreprises a été observée en 2010. C'est en revanche en 2011 que les rangs des micro-entreprises se sont le plus largement dégarnis. Sur toute la période comprise entre 2009 et 2011, le nombre de moyennes et de grandes entreprises a diminué de près d'un quart (24 %) et celui des petites entreprises de 16 %.

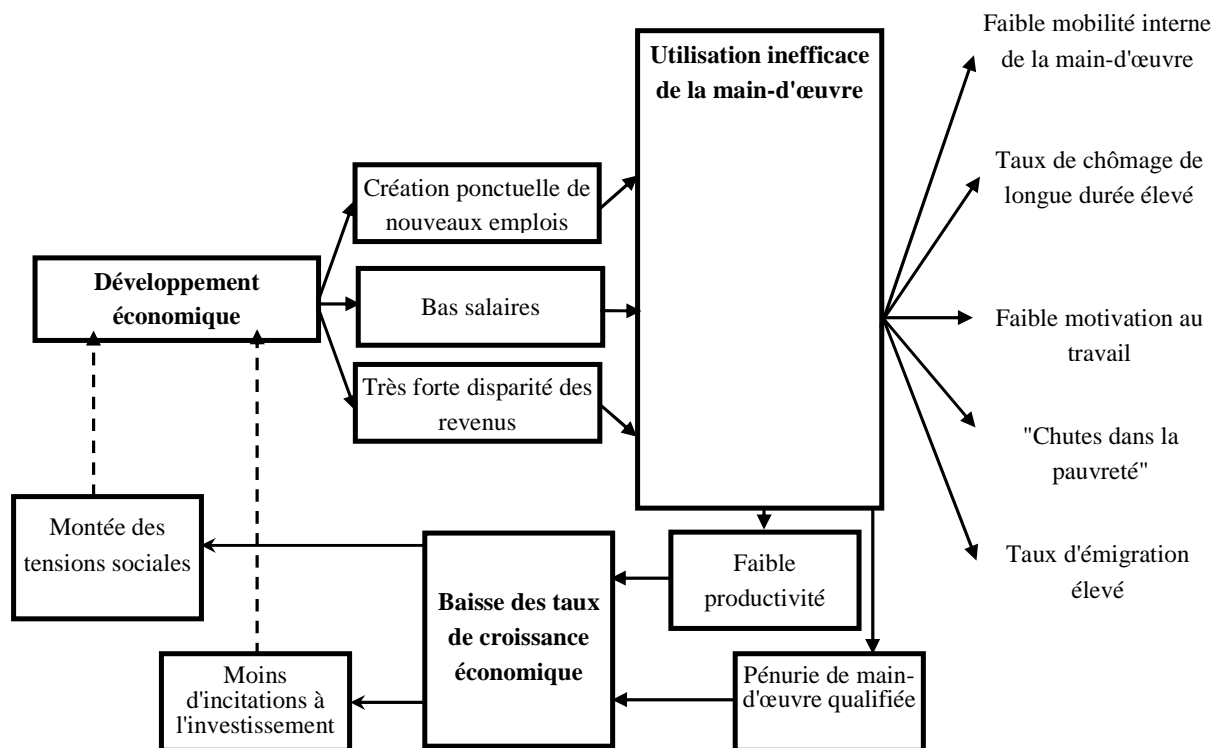
Les tendances décrites ci-dessus donnent à penser que la politique économique et sociale du pays (notamment la politique de soutien aux entreprises) a manqué son effet. Elle n'a pas entraîné de hausse de l'emploi, pas plus qu'elle n'a contribué au développement des entreprises au sein du pays.

De notre point de vue, un développement économique qui ne s'accompagne pas d'une promotion de l'emploi n'est pas durable. Il a plutôt pour effet de creuser les inégalités au sein de la société, tandis que les problèmes sociaux restent non résolus (Graphique 4). Un faible taux d'emploi de la population et de bas revenus restreignent les possibilités dont dispose l'État lorsqu'il s'agit d'établir un budget, tout en ayant pour corollaire que des ressources budgétaires de plus en plus substantielles doivent être mobilisées pour garantir la stabilité sociale.

On escompte une hausse du nombre de postes de travail et une promotion de l'emploi lorsque le soutien aux entreprises, l'amélioration de l'environnement entrepreneurial et la libéralisation des contrats de travail figureront en meilleure place parmi les préoccupations politiques. Sachant toutefois qu'en Lituanie, le dialogue social n'est pas fort d'une longue tradition et que des principes bien ancrés en matière d'éthique de l'entreprise y font défaut, un "libéralisme économique" aura pour seule conséquence que les travailleurs lituaniens se verront proposer des emplois plus précaires et des conditions de travail moins attrayantes encore qu'auparavant.

Une évaluation objective de la situation socio-économique actuelle de la Lituanie amène à conclure qu'en raison des processus aujourd'hui à l'œuvre dans le pays, à savoir l'émigration, le vieillissement de la population, une économie souterraine bien implantée (selon différentes estimations, celle-ci pourrait représenter jusqu'à 20 % du PIB de la Lituanie)⁸ et les politiques appliquées en matière de sécurité sociale et de fiscalité, les travailleurs du pays doivent supporter une charge fiscale non négligeable, alors que leur travail est mal rémunéré, ce qui diminue encore l'attractivité de l'emploi et incite à l'émigration.

Graphique 4: Algorithme du développement économique et social en Lituanie



⁸ Des données lettones indiquent qu'en mai 2012, l'économie souterraine était moins importante en Lituanie qu'en Lettonie ou en Estonie. Disponible en ligne à l'adresse: <http://www.15min.lt/naujiena/pinigai/lietuvos-naujienos/latvianustate-kad-lietuvoje-seseline-ekonomika-mazesne-nei-ju-salyje-ir-estijoje-194-222698#ixzz1yArRVXNg>; Jasinskaitė A., "Šešėlinę ekonomiką sutramdys grynųjų pinigų ribojimas? [Peut-on juguler l'économie souterraine en réduisant la quantité d'argent liquide en circulation?]", juin 2012. Disponible en ligne à l'adresse: http://projektai.delfi.lt/saugikisene/news/seseline-ekonomika-sutramdys-grynuiju-pinigu-ribojimas.d?id=58860883#a_emb_134004749175688_6072.

Eu égard aux tendances économiques, sociales et liées à la politique de l'emploi qu'on observe actuellement dans le pays, les travailleurs lituaniens doivent se préparer à devoir accepter **une faible rémunération et des conditions de travail peu attrayantes** dans un avenir proche.

Il convient, pour changer la situation actuelle, que le gouvernement, les employeurs et les syndicats prennent des mesures ciblées principalement destinées à créer des emplois et à promouvoir l'emploi, à augmenter les salaires, à alléger la charge fiscale et à rendre les conditions de travail plus attrayantes.

Des statistiques et des études spécifiques dressent le tableau suivant:

- S'agissant de la part du PIB qui revient aux salariés et de la part des dépenses consacrées aux salaires dans les coûts totaux des entreprises, la Lituanie se retrouve en queue du peloton européen.
- En revanche, en ce qui concerne l'imposition des revenus professionnels, elle figure parmi les dix premiers du classement à l'échelle de l'UE-27.
- Les salariés lituaniens sont beaucoup moins satisfaits de leurs conditions de travail que les résidents de nombreux autres États membres de l'UE (perspectives d'avancement, environnement social et psychologique de travail, incidences du travail sur la santé, etc.).
- Comme nous l'avons évoqué plus haut, il n'y a pratiquement aucun dialogue social dans la plupart des entreprises lituaniennes, les salariés ne sont pas suffisamment informés et/ou pas du tout consultés.

Nous estimons qu'il convient avant toute chose d'inverser les tendances décrites précédemment (hausse des salaires, allègement de la charge fiscale et amélioration des conditions de travail) afin que les travailleurs voient un intérêt à retourner sur le marché du travail (officiel), ce qui permettrait d'endiguer l'émigration, de circonscrire l'économie souterraine et de juguler le chômage; et si le taux d'emploi progressait sous l'effet d'une hausse des rémunérations et que la charge fiscale était plus justement répartie, la consommation repartirait elle aussi à la hausse. Les conditions d'un développement économique et social durable seraient ainsi réunies.

Synthèse

Trois particularités, qui distinguent la Lituanie des autres États membres de l'UE, caractérisent l'économie du pays et son évolution au cours de la dernière décennie: 1) Le produit intérieur brut (PIB) de la Lituanie est l'un des plus faibles de l'Union européenne. 2) La part du PIB qui revient aux travailleurs y est l'une des moins importantes parmi les États membres de l'UE. 3) La Lituanie se caractérise par une grande instabilité économique – au cours des dix dernières années, son PIB a connu les plus fortes fluctuations de toute l'UE, tant à la baisse qu'à la hausse. Le faible PIB et la maigre part du PIB dévolue aux travailleurs amènent automatiquement à conclure à l'existence de certains problèmes ayant trait au marché du travail ou les laissent pressentir: salaire minimum et salaire moyen faibles (et partant, faible consommation et faible niveau de vie), faible incitation financière (peu de motivation) au travail, émigration vers des pays au niveau de vie supérieur et pénurie subséquente de main d'œuvre qualifiée, expansion de l'économie souterraine, etc. Le développement économique erratique favorise une utilisation moins efficace des ressources (notamment du capital humain) et accentue les disparités en matière de richesse, ce qui renforce les incidences sociales défavorables pour le pays.

Cette tendance économique négative est encore aggravée par une évolution démographique défavorable: alors que le nombre de résidents décroît, la population de la Lituanie vieillit rapidement. La Lituanie affiche le taux d'émigration le plus élevé de l'UE, ce qui est d'autant plus préoccupant que la plupart des émigrants sont jeunes, qualifiés et en âge de travailler.

Le développement économique irrégulier de la Lituanie exerce également un impact négatif sur la dynamique de l'emploi et du chômage: au cours des dix dernières années, le taux de chômage n'a pas cessé d'osciller de quelque dix points de pourcentage, présentant dans le même temps la spécificité de ne baisser que très lentement à l'issue des crises qui ont frappé le pays. La situation est

d'autant plus complexe que la progression du chômage en Lituanie s'est doublée d'une hausse démesurément rapide du nombre de chômeurs de longue durée et partant, de la part que ceux-ci représentent dans le nombre total de chômeurs.

Le taux d'émigration et le taux de chômage officiel élevés ainsi que l'insertion très laborieuse des chômeurs dans le marché du travail en Lituanie sont en partie imputables au faible niveau des salaires; tant du point de vue du salaire moyen que du salaire minimum, la Lituanie occupe l'une des dernières places du classement européen. Par ailleurs, les revenus en Lituanie ont à peine progressé ces dernières années. Cette situation rend le marché du travail lituanien moins attrayant encore, ce qui pourrait compromettre à l'avenir les chances des entreprises lituaniennes de recruter la main d'œuvre qualifiée dont elles ont besoin, et partant, les opportunités de développement économique.

L'une des particularités du marché du travail lituanien réside également dans le déséquilibre entre l'offre et la demande de main d'œuvre, que le ralentissement économique est venu encore accentuer. Tant du point de vue de la distribution spatiale que des qualifications professionnelles, l'offre de main-d'œuvre ne correspond pas à la demande. S'agissant de la distribution spatiale, le problème fondamental réside dans le manque de travailleurs qualifiés (cadres, chefs de projet, ingénieurs, médecins et professionnels de la finance hautement qualifiés) en dehors des grandes villes. Le déséquilibre observé entre l'offre et la demande de qualifications professionnelles s'explique par le fait qu'il y a certes un grand nombre de professionnels formés dans les universités, mais qu'ils se concentrent toutefois dans la filière des sciences humaines et sociales, alors que sur le marché, on manque de plus en plus cruellement de professionnels ayant un bagage technique ou une formation scientifique ainsi que de travailleurs qualifiés en la matière.

La fragilité du dialogue social en Lituanie contribue elle aussi largement à la piètre situation sur le plan socio-économique et sur le marché du travail. Il existe certes trois pôles syndicaux nationaux et deux organisations patronales qui participent activement au dialogue social à l'échelon national, mais au niveau des entreprises et surtout au niveau sectoriel (à l'exception de rares secteurs), la situation reste problématique. Le degré d'organisation syndicale en Lituanie relègue celle-ci parmi les derniers de la classe européenne et dans la mesure où les conventions collectives sectorielles y sont pratiquement inexistantes, le pays arrive en queue du classement européen sur ce critère également.

Bon nombre de graves problèmes sociaux et économiques sont selon nous à mettre sur le compte de la politique budgétaire totalement inappropriée menée en Lituanie au cours de la dernière décennie. En période de forte croissance économique, les dépenses publiques ont été augmentées et les impôts réduits, ce qui a dopé l'inflation et provoqué l'émergence de bulles de prix n'ayant pas de raison d'être. En période de récession par contre, on a opté pour la méthode inverse: une politique d'austérité draconienne et parfois injustifiée. Celle-ci s'est avérée particulièrement rigoureuse en 2009 et 2010: après l'éclatement de la crise, la TVA a été revue à la hausse, les pensions de retraite et les indemnités de chômage ont été réduites et les conditions d'octroi des indemnités de chômage durcies, les salaires du service public amputés, tandis que durant quatre années consécutives, le salaire minimum ne progressait pas d'un pouce.

La politique poursuivie à l'heure actuelle a certes permis au pays de maîtriser ses finances, mais a toutefois eu pour effets d'envenimer et de multiplier les problèmes sociaux, déclenchant une deuxième vague d'émigration après l'adhésion de la Lituanie à l'UE. Lorsqu'en 2008 la crise a éclaté, que le travail a perdu davantage encore de son attrait, que le taux de chômage est monté en flèche et que les gens se sont retrouvés avec moins de moyens encore qu'auparavant, le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale a été multiplié par cinq, voire six et la part de la population vivant en situation de pauvreté et d'exclusion sociale a atteint 33 %.

Pour survivre dans ce contexte économique beaucoup plus difficile, les entreprises du pays se sont efforcées de réduire leurs coûts, notamment leurs coûts salariaux. En 2009 et 2010, des coupes ont été opérées dans les salaires des employés de nombreuses entreprises, administrations et organisations du secteur privé et public (avec ou sans l'accord des syndicats), ou les employés ont été obligés de prendre des congés sans solde ou d'accepter une réduction de leur temps de travail hebdomadaire ou journalier, ce qui s'est traduit par une baisse de la rémunération perçue pour leur

travail. Les entreprises qui n'étaient plus compétitives ont fait faillite et le nombre de travailleurs licenciés s'est multiplié en 2009 et 2010.

Pour protéger les salariés lituaniens des entreprises, mais également d'un gouvernement très porté sur l'austérité, les syndicats ont, durant la crise, pris l'initiative à l'échelon national: entre 2009 et 2011, le Conseil tripartite des partenaires sociaux de Lituanie (LRTT), principal organe du dialogue social dans le pays, s'est réuni à plusieurs reprises, a négocié la hausse du salaire minimum légal et discuté des avantages et inconvénients de la libéralisation du droit du travail lors de réunions avec le premier ministre. Même si pendant longtemps, les partenaires sociaux ne sont pas parvenus à s'entendre sur l'augmentation du salaire minimum, les syndicats ont malgré tout réussi à désamorcer plusieurs initiatives de libéralisation du droit du travail, conçues en vertu du principe que le soutien aux entreprises était le meilleur moyen de surmonter les conséquences de la crise; l'assouplissement des conditions de licenciement, le recours accru aux contrats de travail à durée déterminée, les heures supplémentaires, etc. en faisaient notamment partie.

Si l'on synthétise les résultats de l'étude, force est de conclure que les retombées de la crise et les conséquences sociales de la récession économique dépendent largement de la politique économique et sociale menée par le gouvernement d'un pays. Un examen des indicateurs socioéconomiques de base de la Lituanie révèle un manque de mesures politiques ciblées et opportunes destinées à résoudre les problèmes sociaux (en premier lieu à accroître le taux d'emploi).

On a pu récemment observer en Lituanie une croissance économique n'exerçant pas d'impact favorable sur l'emploi. En d'autres termes, s'il y a bien croissance économique, le nombre de personnes occupant un emploi, en revanche, n'augmente pas du tout, progresse avec une lenteur disproportionnée, voire chute. En dépit du soutien fréquemment invoqué aux entreprises, leur nombre a dramatiquement chuté ces dernières années (ce constat concerne tous les types d'entreprises: entre 2009 et 2011, le nombre de moyennes et de grandes entreprises a diminué de près d'un quart (24 %). Les tendances décrites ci-dessus, au même titre que de nombreuses autres évolutions socio-économiques, donnent à penser que la politique économique et sociale du pays (notamment la politique de soutien aux entreprises) a manqué son effet. Elle n'a pas entraîné de hausse de l'emploi, pas plus qu'elle n'a contribué au développement des entreprises au sein du pays.

De notre point de vue, un développement économique qui ne s'accompagne pas d'une promotion de l'emploi n'est pas durable. Il a plutôt pour effet de creuser les inégalités au sein de la société, tandis que les problèmes sociaux restent non résolus. On escompte une hausse du nombre de postes de travail et une promotion de l'emploi lorsque le soutien aux entreprises, l'amélioration de l'environnement entrepreneurial et la libéralisation des contrats de travail figureront en meilleure place parmi les préoccupations politiques. Sachant toutefois qu'en Lituanie, le dialogue social n'est pas fort d'une longue tradition et que des principes bien ancrés en matière d'éthique de l'entreprise y font défaut, un "libéralisme économique" aura pour seule conséquence que les travailleurs lituaniens se verront proposer des emplois plus précaires et des conditions de travail moins attrayantes encore qu'auparavant.

Une évaluation objective de la situation socio-économique actuelle de la Lituanie amène à conclure qu'en raison des processus aujourd'hui à l'œuvre dans le pays, à savoir l'émigration, le vieillissement de la population, une économie souterraine bien implantée et les politiques appliquées en matière de sécurité sociale et de fiscalité, les travailleurs du pays doivent supporter une charge fiscale telle qu'il ne leur reste plus qu'un maigre salaire, ce qui diminue encore l'attractivité de l'emploi et incite à l'émigration. Eu égard aux tendances économiques, sociales et liées à la politique de l'emploi qu'on observe actuellement dans le pays, les travailleurs lituaniens doivent s'accommoder à la perspective **d'une faible rémunération et de conditions de travail peu attrayantes** dans un avenir proche.

Il convient, pour changer la situation actuelle, que le gouvernement, les employeurs et les syndicats prennent des mesures ciblées principalement destinées à créer des emplois et à promouvoir l'emploi, à augmenter les salaires, à alléger la charge fiscale et à rendre les conditions de travail plus attrayantes.

Nous estimons qu'il convient avant toute chose d'inverser les tendances décrites précédemment (hausse des salaires, allègement de la charge fiscale et amélioration des conditions de travail) afin

que les travailleurs voient un intérêt à retourner sur le marché du travail (officiel), ce qui permettrait d'endiguer l'émigration, de circonscrire l'économie souterraine et de juguler le chômage; et si le taux d'emploi progressait sous l'effet d'une hausse des rémunérations et que la charge fiscale était plus justement répartie, la consommation repartirait elle aussi à la hausse. Les conditions d'un développement économique et social durable seraient ainsi réunies.

Références

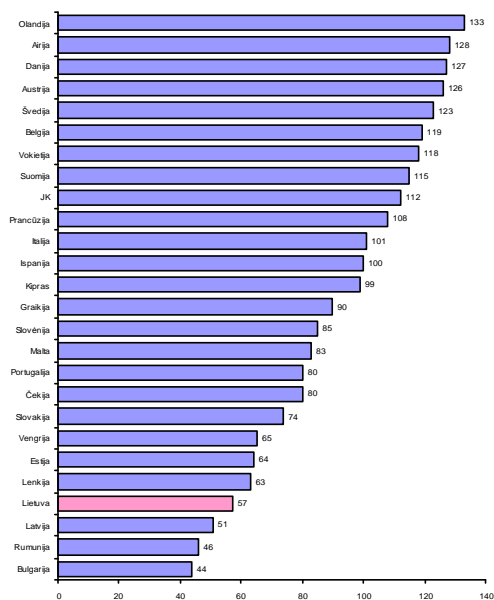
- Résultats de l'enquête sur "La confiance dans les institutions", Vilnius, juin 2012 (Vilmorus). Disponible en ligne à l'adresse: <http://www.vilmorus.lt/index.php?mact=News,cntnt01,detail,0&cntnt01articleid=2&cntnt01returnid=20>
- Comparaison du niveau des prix des biens et services de consommation en 2011. Disponible en ligne à l'adresse: http://epp.eurostat.ec.europa.eu/statistics_explained/index.php/Comparative_price_levels_of_consumer_goods_and_services#Main_statistical_findings.
- Bilan de l'Observatoire européen de l'emploi "L'adaptation des systèmes d'indemnisation du chômage au cycle économique", 2011. Disponible en ligne à l'adresse: <http://www.eu-employment-observatory.net/resources/reviews/EEORReview-UB-2011-FR-OOPEC.pdf>
- Bilan de l'Observatoire européen de l'emploi "Les politiques de l'emploi en faveur du vieillissement actif 2012" Disponible en ligne à l'adresse: <http://www.eu-employment-observatory.net/resources/reviews/FR-EEORReview-ActiveAgeing-2012-published-FINAL.pdf>
- "Échec du plan de relance". Janvier 2011. Disponible en ligne à l'adresse: http://www.alfa.lt/straipsnis/10435011/Ekonomikos.skatinimo.planas.zlugo=2011-01-05_08-32/
- "Le plan de relance qui se chiffre en milliards n'est d'aucune utilité à la Lituanie", janvier 2011. Disponible en ligne à l'adresse: <http://www.visasverslas.lt/portal/categories/10/1/0/1/article/7984/ekonomikos-skatinimo-planas-milijardai-be-jokios-naudos-saliai;>
- Gruževskis, Bogušlavas: "L'économie de la Lituanie – croissance sans création d'emplois", mars 2012. Disponible en ligne à l'adresse: <http://verslas.delfi.lt/business/bgruzevskis-lietuvos-ekonomika-auga-nekurdama-darbo-vietu.d?id=56600217>.
- Jasinskaitė, Aistė: "Peut-on juguler l'économie souterraine en réduisant la quantité d'argent liquide en circulation?", juin 2012. Disponible en ligne à l'adresse: http://projektai.delfi.lt/saugikisene/news/seseline-ekonomika-sutramdys-grynuju-pinigu-ribojimas.d?id=58860883#a_emb_134004749175688_6072.
- Kniežaitė, Milda: "Les décès, bornes de la prospérité", mars 2012. Disponible en ligne à l'adresse: http://www.alfa.lt/straipsnis/14160197/Kai.mirtys.zymi.Lietuvos.geroves.uzrabi=2012-03-31_14-06/
- Des données lettones indiquent qu'en mai 2012, l'économie souterraine était moins importante en Lituanie qu'en Lettonie ou en Estonie. Disponible en ligne à l'adresse: <http://www.15min.lt/naujiena/pinigai/lietuvos-naujienos/latviai-nustate-kad-lietuvoje-seseline-ekonomika-mazesne-nei-ju-salyje-ir-estijoje-194-222698#ixzz1yArRVXNg>; Jasinskaitė Aistė: "Peut-on juguler l'économie souterraine en réduisant la quantité d'argent liquide en circulation?" Le marché du travail en Lituanie/ rapport mensuel, 2012. Disponible en ligne à l'adresse: <http://www.ldb.lt/Informacija/DarboRinka/Puslapiai/default.aspx>.
- Rapport sur l'économie lituanienne. Lietuvos bankas [Banque de Lituanie], mai 2012. Disponible en ligne à l'adresse: http://www.lb.lt/lietuvos_ekonomikos_apzvalga_2012_m_geguzes_men.
- Rapport sur l'économie lituanienne. Ministère de l'économie, avril 2012. Disponible en ligne à l'adresse: <http://www.ukmin.lt/uploads/documents/Apzvalgos/2012%20m.%20BALANDIS%20-%20m%C4%97nesin%C4%97%20ap%C5%BEvalga.pdf>.
- La migration en chiffres, 2012. Disponible en ligne à l'adresse: <http://123.emn.lt/en>.
- Salaires minimum, 2012. Disponible en ligne à l'adresse: <http://epp.eurostat.ec.europa.eu/tgm/table.do?tab=table&init=1&language=fr&pcode=tps00155&plugin=1>.
- Pasiliauskas, Martynas: "Le plan de relance tournera-t-il au fiasco?", octobre 2010. Disponible en ligne à l'adresse: <http://www.ekonomika.lt/naujiena/ekonomikos-skatinimo-plano-fiasco-774.html>.
- "Swedbank: Croissance de l'économie lituanienne malgré la récession qui frappe la zone euro", janvier 2012. Disponible en ligne à l'adresse: <http://www.forex.lt/naujienos/lietuvos-ekonomins-naujienos/30270-swedbank-lietuvos>.
- Šiaulienė, Irena: "Où est passé le plan de relance?", janvier 2012. Disponible en ligne à l'adresse: <http://www.delfi.lt/news/ringas/politics/isiauliene-kur-dingo-ekonomikos-skatinimo-planas.d?id=53982555>.
- Šliužas, Kazimieras: "Renflouer les caisses de l'État à l'aide de nouveaux emplois" Mars 2012. Disponible en ligne à l'adresse: <http://www.lzinios.lt/Ekonomika/Bus-darbo-vietu-pilnes-ir-biudzetas>.

Sites internet:

www.ldb.lt (Office lituanien de l'emploi)
www.lrs.lt (Parlement lituanien (Seimas))
www.lrtt.lt (Conseil tripartite des partenaires sociaux)
www.lrv.lt (Gouvernement lituanien)
www.smm.lt (Ministère de l'éducation)
www.socmin.lt (Ministère de la sécurité sociale et du travail)

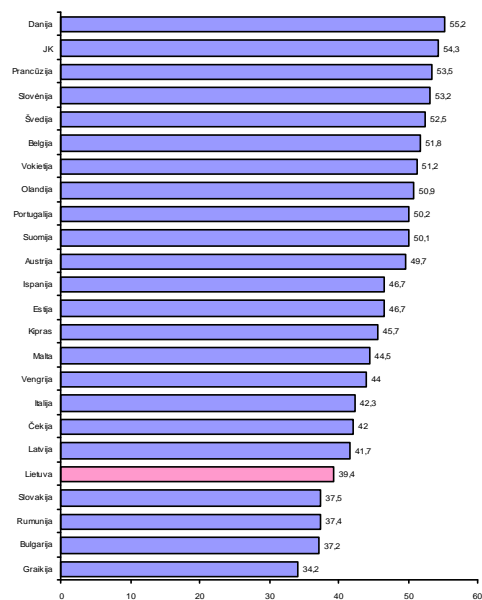
www.stat.gov.lt (Office statistique lituanien)
www.ukmin.lt (Ministère de l'économie)
www.vdi.lt (Inspection publique du travail)

Annexe 1: PIB par habitant fondé sur la parité de pouvoir d'achat, 2010 (UE = 100 %)



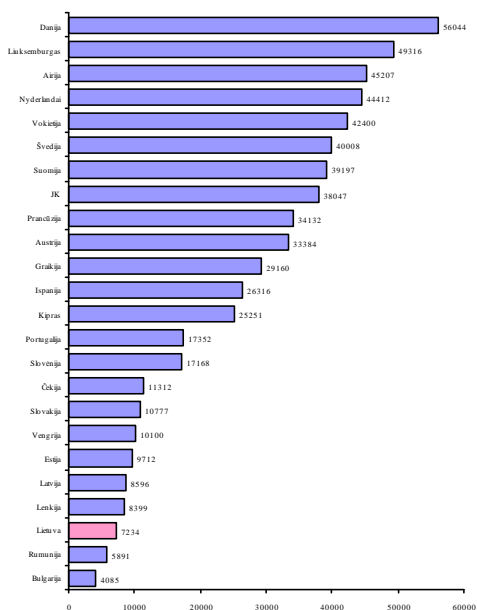
Source: Eurostat

Annexe 2: Rémunération des salariés, 2011 (Part du PIB, en %)



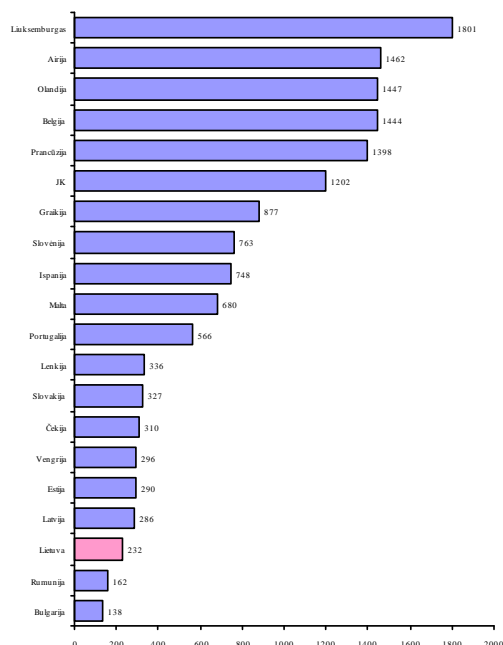
Source: Eurostat

Annexe 3: Salaires annuels bruts moyens⁹ (dans le secteur privé) dans l'UE en 2009-2012 (en euros)



Source: Eurostat

Annexe 4: Salaire minimum dans l'UE en 2012 (en euros par mois)

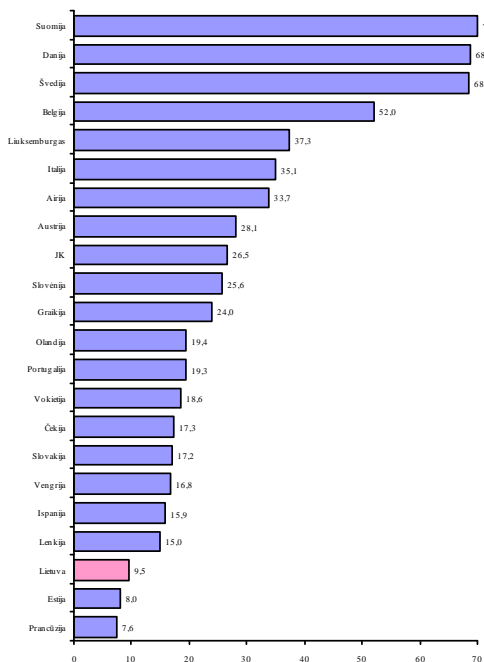


Source: Eurostat

⁹

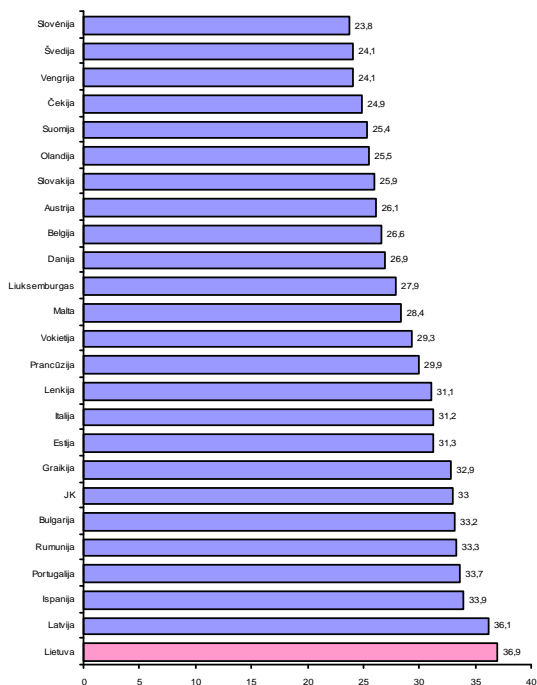
Des salariés qui ont travaillé tout au long de leur vie active pour des entreprises employant 10 personnes ou plus. En Slovėniet en Lituanie: nombre de salariés en unités de travail annuel moyen.

Annexe 5: Degré d'organisation syndicale dans l'UE en 2009-2010 (en %)



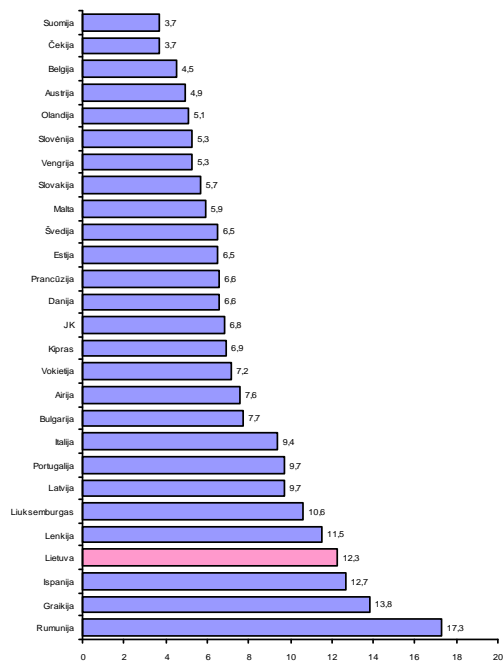
Source: OCDE, Office statistique lituanien

Annexe 7: Indice de Gini dans l'UE en 2010 (en %)



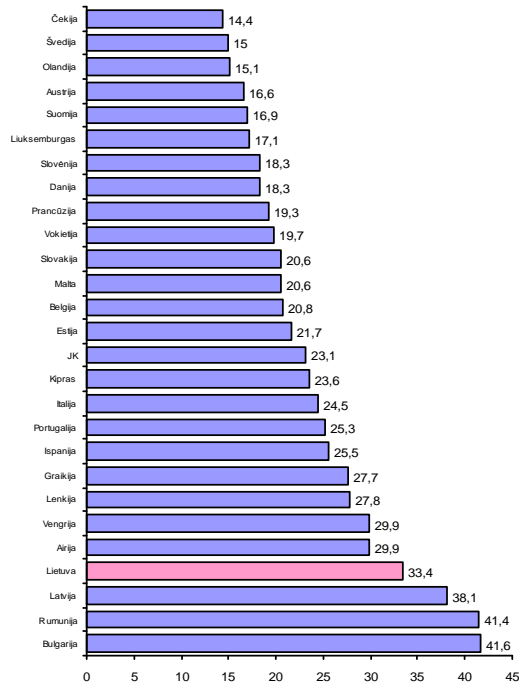
Source: Eurostat

Annexe 6: Pauvreté au travail dans l'UE en 2010 (en %)



Source: Eurostat

Annexe 8: Pauvreté et exclusion sociale dans l'UE en 2010 (en %)



Source: Eurostat

Membres du Groupe des travailleurs représentant la La Lituanie



Gruzdiene Grazina

Présidente du Syndicat lituanien de l'alimentation (LMP) et membre du Conseil tripartite de la République de Lituanie au titre de la Confédération des syndicats de Lituanie (LPSK)
NAT, SOC



Kvedaraite Daiva

Secrétaire aux affaires internationales du syndicat Solidarité
REX, SOC, TEN



Preidiene Inga

Vice-présidente de l'organisation de jeunes de la Fédération lituanienne du travail (LDF)
ECO, NAT, TEN



Comité économique et social européen

**Groupe des travailleurs
Rue Belliard 99
B – 1040 BRUXELLES**



**Secrétariat du Groupe des travailleurs
Téléphone : +32 2 546 99 32
Fax : +32 2 546 97 55
Courriel: gr2@eesc.europa.eu
Internet: <http://www.eesc.europa.eu/gr2>**

